

# LE TRAVAIL AFFRANCHI.

BUREAUX : RUE DES SAINTS-PERES, 16.

Ce Journal paraît tous les Dimanches. — Les manuscrits ne sont pas rendus.

PARIS, un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Trois mois, 1 fr. 50.  
DÉPARTEMENTS, un an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir.)

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

**SOMMAIRE :** Banque de France. Opérations nouvelles. — Réponse aux ouvriers de Lille. — Majesté du peuple souverain. — Procès de Bourges. — Réforme financière. — Frais de représentation du président. — Semaine parlementaire. — Nouvelles de l'étranger. — La situation jugée par le *Journal des Débats*. — Feuilleton : Des armes de chasse (suite). — Hausse prétendue des salaires. — Nouvelles des Associations. — Cours gratuits.

## LA BANQUE DE FRANCE.

### Opérations nouvelles. Avances à l'agriculture, à l'industrie, aux travaux publics.

L'esprit du siècle, qui est le souffle même de Dieu, pousse irrésistiblement les sociétés modernes vers de nouvelles destinées. Tout se transforme autour de nous, sous nos yeux, les hommes et les choses; et ceux-là mêmes qui se donnent pour les conservateurs obstinés du passé, qui voudraient à tout prix arrêter le mouvement, deviennent les agents aveugles du progrès, sont contraints, malgré eux, de se faire novateurs et de prendre l'initiative des réformes.

Le socialisme a pour lui le vent et la marée, la tendance invincible de la civilisation, la nécessité implacable des choses, au point que ceux qui le combattent ouvertement en paroles sont forcés de le mettre en pratique. Le mouvement qui nous emporte est tellement rapide, que les intelligences ne peuvent plus suivre la marche des faits, et que tel qui maugrée contre les idées nouvelles en est imprégné de toutes parts, est entraîné par le courant et se trouve déjà en plein socialisme. Les réactionnaires les plus tranchés en sont là : ils font du socialisme sans le savoir.

La banque de France, par exemple, va inévitablement réaliser, en fait de crédit, la plupart des idées des socialistes. Déjà elle a absorbé les banques provinciales, substitué dans toute la France l'unité à la diversité du papier-monnaie, rendu uniforme le taux de l'intérêt, détruit l'anarchie et la concurrence, par le fait même de la centralisation de toutes les institutions de crédit, etc. C'est la monarchie pure substituée à la féodalité, en attendant que le régime monarchique soit remplacé lui-même par le régime républicain.

L'établissement des comptoirs nationaux d'escompte, d'un autre côté, a réduit à l'impuissance les petits barons, les hobereaux du coffre-fort, en les rendant inutiles, et désormais la banque et les comptoirs d'escompte sont en état de faire face à tous les besoins du commerce et de l'industrie, en état de paralyser le mauvais vouloir des marchands d'écus.

La banque, sans le savoir, a porté un coup mortel à la féodalité financière, dont elle était la plus haute expression et comme le couronnement. Demain, peut-être, elle portera un coup non moins funeste à la féodalité commerciale, en favorisant la création de bazars et d'entrepôts.

En ramenant toutes les banques à l'unité, la banque a monarchisé le crédit; elle a donné raison aux socialistes; elle fait en un seul jour ce que Louis XI, Richelieu et Louis XIV avaient fait en plusieurs siècles. Il ne reste plus qu'à faire un pas nouveau pour arriver à l'organisation du crédit vraiment démocratique, et ce pas la banque sera forcée de le faire. Tout sera consommé le jour où la banque de Paris deviendra banque d'Etat, opérera dans l'intérêt et au profit de tous, au lieu de fonctionner au bénéfice exclusif d'un petit nombre d'actionnaires. C'est une question de temps.

Les socialistes soutiennent depuis longues années que toute monnaie étant valeur, toute valeur peut être monétisée; que la monnaie de papier, émise contre des garanties réelles, peut parfaitement rem-

placer la monnaie métallique, qu'elle peut en avoir tous les avantages sans en offrir les inconvénients, qu'elle possède même des avantages qui lui sont propres et auxquels les métaux précieux ne sauraient prétendre.

La monnaie de papier peut avoir une valeur fixe, inaltérable; elle est divisible à l'infini, elle peut, sans rien perdre, être fractionnée en coupures; elle est facilement transportable, d'un usage universel, etc. Ce sont les qualités essentielles de toute monnaie métallique. Elle ne coûte que des frais insignifiants de fabrication; elle peut être multipliée en raison des besoins; elle est donc la monnaie économique par excellence. Elle n'a point de valeur intrinsèque comme les métaux, qui sont à la fois monnaie et marchandise, qui sont dès lors une monnaie imparfaite, sujette à variation de prix comme le métal lui-même; mais elle a une valeur extrinsèque au moins égale, sinon supérieure, à celle des métaux; elle vaut les choses qu'elle représente, les garanties contre lesquelles elle a été émise; et ces garanties sont toujours supérieures aux billets mis en circulation, comme le gage est supérieur au montant des sommes prêtées. Le billet de banque vaut réellement ou peut valoir plus que les écus.

La monnaie métallique est la marchandise par laquelle et non pas pour laquelle toutes les autres sont échangées. Elle sert d'intermédiaire dans les ventes et les achats; elle exprime la valeur des objets, mais ne la mesure pas; car, variant de prix elle-même, selon les lieux et selon les temps, elle serait impropre à servir de mesure. Or, ce rôle d'intermédiaire dans les échanges peut être parfaitement accompli par le billet de banque. La valeur de chaque chose dépend de l'abondance ou de la rareté, eu égard aux besoins et aux moyens de la consommation. La monnaie ne sert qu'à exprimer le rapport de l'offre à la demande, et peu importe que ce rapport soit exprimé par un billet ou par un écu, pourvu que l'expression soit exacte. Le billet ne valant que comme monnaie et n'étant point marchandise, sera même moins sujet à variation que la pièce d'or ou d'argent, qui peut devenir plus abondante ou plus rare, en raison de la fécondité des mines ou de l'emploi qui pourra être fait des métaux précieux en industrie.

Mais il n'est pas nécessaire de nous lancer dans la théorie des monnaies, que les grands financiers de l'Assemblée ne comprennent pas. Pendant que MM. Thiers, Léon Faucher, Duclerc et Goudchaux se prononçaient aveuglément en principe contre le système du papier-monnaie, la banque de France prouvait, par l'expérience, que le billet pouvait jouer le rôle de monnaie, être préféré même aux métaux. Encore ici la banque s'est chargée de donner raison aux socialistes; et nul doute que cette expérience n'exerce une influence décisive dans l'avenir.

Aujourd'hui, le commerce, l'industrie, l'agriculture ont pleine confiance dans les billets de la banque de Paris, sont disposés à les accepter comme argent comptant. Mais le chiffre actuel des émissions ne permet point à la banque de faire face aux besoins de la circulation. La banque pourrait tripler ses émissions sans compromettre aucunement le crédit de son papier; elle n'aurait pas même besoin d'augmenter son capital d'un centime. Mais, puisque le public de France ne comprend pas encore l'inutilité du capital, pour une banque qui ne fait que des opérations sûres, qui ne s'expose point à perdre, qui ne peut que gagner d'autant plus qu'elle étend davantage la sphère de son action, qu'elle multiplie le chiffre de ses affaires, ... admettons, si l'on veut, une augmentation proportionnelle du capital.

Quand on a concédé à la banque le privilège de battre monnaie de papier, privilège qui lui a valu d'énormes bénéfices depuis un demi-siècle, on a,

sans doute, entendu lui imposer des devoirs. Si la banque prétend conserver le monopole du crédit, il faut tout au moins qu'elle rende des services pour dédommager le public du tribut qu'elle prélève sur la circulation; il faut qu'elle remplisse le rôle d'une véritable banque de France.

Aujourd'hui, l'agriculture, l'industrie et le commerce languissent, non pas, comme disent les niais, parce que la confiance ne se rétablit pas, mais parce que les avances indispensables, les capitaux disponibles manquent au commerce, à l'industrie, à l'agriculture. On ne produit pas, parce qu'on manque de capitaux; on n'échange pas, parce que la production est arrêtée; on ne consomme pas, parce que, tous les travaux étant suspendus, on ne touche plus de salaires, on ne réalise plus de profits, on ne dispose plus de moyens de consommation; et quand la consommation se ralentit, quand les produits restent sans débouchés, la production est sans but, cause la ruine des producteurs; et quand on ne produit ni ne consomme, le commerce ne va pas, parce qu'il n'y a pas lieu à échanges, etc., etc. C'est un immense cercle vicieux!

Le travail des uns commande le travail des autres; chacun de nous produit pour ses concitoyens et consomme leurs produits. Or, aujourd'hui, tous les travaux sont suspendus, et chacun, pour se mettre à l'œuvre, attend que les autres lui donnent l'impulsion, lui adressent leurs commandes, lui fournissent des capitaux, et tous restent les bras croisés!

On peut comparer les industries diverses de la société à des usines échelonnées sur un cours d'eau. Le courant qui met en mouvement la première pourra successivement faire mouvoir toutes les autres; mais si le ruisseau est à sec, ou si les eaux sont retenues en amont par un barrage, toutes les usines seront forcées de s'arrêter. C'est l'eau, c'est la force motrice qui manque aujourd'hui à l'industrie, et cette force motrice, emmagasinée dans les caves de la banque ou dans les tiroirs des particuliers, s'appelle le capital circulant. Que la banque se décide à lever ses vannes, et toutes les roues pourront tourner, et alors les sots diront que la confiance a reparu. Qu'elle fasse des avances à l'agriculture, à l'industrie, aux travaux publics, et bientôt l'activité renaîtra sur tous les points de la République; une immense impulsion sera donnée à la production, à la consommation, aux échanges; les entrepreneurs réaliseront des profits, les ouvriers gagneront des salaires, l'abondance apparaîtra, les cultivateurs vendront leurs denrées, les industriels leurs produits manufacturés, le commerce reprendra vie; on produira, on échangera, on consommera, et les billets afflueront à l'escompte, et la banque fera des bénéfices, tandis qu'aujourd'hui ses énormes capitaux restent sans emploi et resteront improductifs tant qu'elle ne se décidera pas à commander directement le travail, à imposer la confiance.

L'échange est l'effet nécessaire de la production et de la consommation, mais n'en est point la cause. Dans les circonstances présentes, la banque ne doit point se contenter de favoriser les échanges; elle a intérêt à les faire naître, elle doit, par conséquent, encourager directement la production. Le jour où la production aura repris son activité accoutumée, les échanges s'opéreront naturellement, deviendront au moins aussi fréquents que par le passé.

Il faut donc que la banque de France, dans son intérêt et dans l'intérêt général, entre dans une nouvelle voie, étende ses opérations, crête désormais, non plus seulement le commerce, mais l'agriculture, mais l'industrie, mais les travaux d'utilité publique. Son existence est à ce prix, car elle n'a plus aucune raison d'être, si elle ne peut

aujourd'hui suffire aux exigences de notre société industrielle.

Pour cela, il est nécessaire de modifier les statuts et les lois qui la régissent. Si l'on persiste à croire qu'une banque de circulation, autorisée à émettre des billets, ait absolument besoin d'un capital, il faut augmenter considérablement le capital de la banque; il faut le porter à 500 millions et même à un milliard, pour commander irrésistiblement la confiance, pour donner aux opérations tout le développement possible, et en même temps pour dispenser la banque de rembourser à vue ses billets, sans que son crédit en reçoive la moindre atteinte. Car, si l'on veut que la banque puisse fournir largement le crédit à l'agriculture et à l'industrie, il ne faut point lui imposer l'obligation de payer ses billets en espèces, à bureaux ouverts.

Le capital réel de la banque est aujourd'hui de 100 millions placés en rentes sur l'Etat. On peut augmenter ce capital, soit en émettant des actions nouvelles qui trouveront des preneurs empressés, soit en demandant le capital supplémentaire à l'Etat, qui participerait alors dans les bénéfices en proportion de cet apport. Ce dernier mode nous paraît préférable à tous égards; l'Etat y gagnerait des revenus positifs sans avoir à s'imposer le moindre sacrifice.

La caisse d'amortissement possède un capital de deux milliards de rentes rachetées. Ces deux milliards appartiennent réellement à l'Etat en principal; mais la caisse en touche annuellement les arrérages.

Il s'agit d'autoriser le gouvernement à confier à la banque, pour former le complément du capital de garantie porté à 1 milliard, 900 millions de ces rentes rachetées, lesquels 900 millions ne seront point définitivement aliénés, mais seront seulement affectés, concurremment avec les 100 millions de la banque, à couvrir les pertes possibles et à répondre envers les ayant-droit de la valeur des billets émis, en cas d'insuffisance du portefeuille.

L'Etat alors aura droit aux 9/10 de tous les bénéfices nets de la banque, et, sur ces bénéfices, il continuera à servir à la caisse d'amortissement, si on le juge convenable, l'intérêt des 900 millions engagés. On pourrait, au contraire, laisser la caisse d'amortissement toucher du Trésor directement, comme par le passé, l'intérêt de ces 900 millions, et alors le montant de ces intérêts serait déduit des dividendes que l'Etat aurait à recevoir de la banque.

De la sorte, les ressources de l'amortissement ne seraient en rien diminuées, le capital de la banque se trouverait porté à un milliard, sans que le Trésor eût à déboursier un centime, et en admettant que ce capital rapportât seulement 10 pour cent, l'Etat recevrait, pour sa part, 90 millions chaque année, dont 45 pour la caisse d'amortissement, je suppose, et 45 de bénéfice net pour le Trésor.

Avec un fonds de garantie d'un milliard, la banque pourrait largement commanditer l'agriculture, l'industrie, le travail, escompter les effets de commerce, et proportionner l'émission de son papier aux besoins généraux de la circulation.

La banque, par exemple, pourrait escompter directement les obligations de nos banques agricoles (1), fournir, par conséquent, du numéraire aux emprunteurs; et alors le taux de l'intérêt pourrait être réduit pour les cultivateurs à 4 et même à 3 0/0.

Les banques agricoles, les banques locales, placées sous le patronage de l'Etat, rendraient des services désintéressés, se contenteraient de percevoir sur les emprunteurs le taux de 3 ou de 4 0/0 en principal exigé par la banque de Paris, plus une commission de 1/2 pour cent pour représenter les frais d'administration. Quant à la prime d'amortissement, elle ne fait point partie de l'intérêt, elle est destinée à l'extinction de la dette, à la libération de l'emprunteur.

La banque pourrait de même, par l'intermédiaire de nos banques départementales, prêter aux industriels à longue échéance, sur hypothèques, sur garanties réelles, et admettre les annuités comme mode de remboursement.

La banque pourrait prêter aux mêmes conditions à toutes les compagnies de canaux et de chemins de fer, etc.

L'essentiel, c'est que les fonds prêtés soient destinés à faire des avances productives, et non à payer des dépenses stériles.

Mais on comprend que la banque ne pourrait entreprendre de pareilles opérations, si elle était tenue de payer ses billets à vue, si elle était obligée de conserver dans ses coffres, en espèces métalliques, une masse de capitaux improductifs destinés à faire face à toutes les demandes de remboursement. On comprend, du moins, qu'elle serait forcée de faire payer aux emprunteurs l'intérêt de ce capital stérile, par conséquent forcée d'élever d'autant le taux de l'escompte ou de l'intérêt. Il y aurait imprudence et même folie à obliger la banque à rembourser à vue tous ses billets, quand on sait qu'elle prête à longue échéance, à 20 ans de terme, et que ses débiteurs ne se libèrent envers elle que par annuités.

Si la banque portait son capital à un milliard, si elle était autorisée à émettre 3 ou 4 milliards de billets, ce qui est encore au-dessous de l'émission actuelle, puisqu'elle a en circulation 450 millions de billets contre 100 millions de capital, soit 4 1/2 pour 1 (1); si, de plus, elle était autorisée à refuser le remboursement en espèces, tout en conservant la faculté de délivrer des écus aux industriels qui auraient à payer des salaires, elle pourrait aisément consacrer :

1° Un milliard à fournir le crédit aux cultivateurs;

2° Cinq cents millions à l'industrie;

3° Cinq cents millions aux travaux publics, mais aux travaux devant porter intérêt, et aux entreprises d'utilité générale;

4° Cinq cents millions au commerce;

5° Cent millions au travail, au crédit personnel et moral, à commanditer les associations d'ouvriers;

6° Enfin, elle pourrait garder encore 400 millions disponibles pour faire face à toutes les éventualités.

Son capital de 3 milliards placé en rentes sur l'Etat lui portant intérêt, l'escompte perçu sur les billets émis constituerait son bénéfice, sur lequel elle aurait à prélever tous les frais d'administration et toutes les pertes, en tant toutefois qu'il pourrait y avoir perte.

Evaluons à 1 0/0 les frais et les pertes, si l'on veut; resterait donc de bénéfice net, sur trois milliards, 3 0/0, si le taux de l'intérêt est à 4; 2 0/0, si l'intérêt est de 3; 1 0/0 si l'intérêt était réduit à 2 (2).

L'intérêt de l'Etat, identique à l'intérêt général, serait de réduire au minimum le taux de l'escompte, parce que l'Etat trouverait à se récupérer avec avantage sur l'accroissement des contributions directes et indirectes, résultat nécessaire du développement de la richesse; mais l'intérêt des actionnaires actuels ne serait pas exactement le même; pour eux, qui ne participent point aux produits de l'impôt, l'essentiel est que leurs dividendes aillent toujours grossissant de plus en plus. Cela seul suffirait pour démontrer l'évidente supériorité d'une banque gouvernementale.

Je ne vois aucune raison pour déférer aux désirs des actionnaires; il suffit de ne pas léser leurs droits acquis, de combiner le taux de l'intérêt de façon que les actions rapportent à l'avenir à peu

(1) Quand une banque est tenue de rembourser ses billets en espèces à présentation, il est nécessaire qu'elle ait toujours dans ses coffres une masse d'écus que l'empirisme évalue au tiers du papier en circulation. Pourquoi le tiers, pourquoi pas la moitié ou seulement un dixième? Mais quand le billet n'est pas remboursable, peu importe le montant de l'encaisse; l'essentiel, c'est que le portefeuille soit rempli d'excellentes valeurs.

(2) Ce chiffre de trois milliards de billets ne manquera pas d'effrayer nos grands financiers! Cependant ces mêmes hommes se réjouissaient fort de voir la circulation des lettres de change, qui ne sont autre chose qu'un papier-monnaie individuel, portée à 6 milliards. Ils y verraient la preuve de la prospérité commerciale. Si le développement du crédit doit avoir pour effet de quadrupler les affaires, il n'y a pas d'inconvénient à quadrupler le nombre des billets de banque. Cependant, si l'on veut absolument faire droit à des préjugés mal fondés, qu'on limite, pour le moment, sauf à l'augmenter plus tard, l'émission des billets à 1.500 millions, et qu'on réduise en même temps le capital de la banque à 500 millions, dont 400 à fournir par l'Etat. 500 millions, c'est le capital de la banque de New-York, de la banque d'un seul des Etats-Unis de l'Amérique! Et la banque de Paris doit suffire à toute la France! La prudence ne consiste pas à rester impuissant.

près ce qu'elles ont rapporté jusqu'ici, année moyenne.

Je suis convaincu que si le gouvernement et l'Assemblée venaient dire aux administrateurs de la Banque de France :

« Dans nos sociétés industrielles et pacifiques, le devoir du gouvernement et des hommes d'Etat consiste à favoriser le développement de la richesse générale, à faire participer toutes les classes de la société au bien-être et à l'abondance, à fournir des instruments à tous ceux qui savent, qui veulent travailler.

» La banque, investie du monopole du crédit, est en état de faire face à tous les besoins de l'agriculture, de l'industrie, du commerce. Mais si elle ne comprend pas son intérêt et son rôle, si elle se montre indigne de la haute fonction dont elle est investie, nous serons contraints d'aviser, contraints d'exproprier les actionnaires pour cause d'utilité publique.

» Nous proposons à la banque de Paris un capital supplémentaire de 900 millions qui sera fourni par l'Etat.

» Nous laissons aux administrateurs actuels, qui ont fait preuve de capacité et de prudence dans les circonstances les plus difficiles, le soin de gérer cet énorme capital.

» Nous renonçons à jamais demander à la banque aucune avance de fonds pour les besoins du trésor; mais nous exigeons, pour l'Etat commanditaire, une part dans les bénéfices nets proportionnelle à son apport en capital.

» Nous autorisons la banque à émettre jusqu'à trois milliards de billets, s'il est nécessaire, à la condition de ne jamais prêter que sur garanties suffisantes; nous l'autorisons à prêter sur hypothèques aux cultivateurs, aux industriels, aux entrepreneurs de travaux publics, aux grandes compagnies; nous l'autorisons à prêter aux associations ouvrières qui lui paraîtront solvables.

» Ces billets seront toujours reçus pour leur valeur nominale dans toutes les caisses de l'Etat.

» Nous l'autorisons de plus à ne pas rembourser ses billets à bureau ouvert, à s'entendre amiablement, s'il est besoin, avec ses créanciers pour l'époque et la forme des remboursements, mais avec obligation de fournir des espèces aux entrepreneurs qui auront des salaires à payer et qui justifieront de la destination de ces espèces.

» Nous la chargerons désormais d'encaisser dans les départements les recettes du trésor et d'en tenir le montant à la disposition du ministre des finances. Ce mouvement de fonds devra être effectué à titre gratuit, et l'Etat sera dispensé d'avoir des receveurs généraux auxquels il est obligé d'accorder de coûteuses remises.

» A cet effet, la banque devra établir une succursale dans chaque département.

» Le taux des prêts et des escomptes sera fixé chaque mois, pour toute la France, par une ordonnance ministérielle, après délibération du conseil des ministres et après avoir entendu le gouverneur de la banque.

Si une pareille proposition était soumise aux directeurs de la banque, je suis convaincu qu'ils s'empresseraient de l'accepter; je suis même convaincu qu'ils prendraient l'initiative, s'ils avaient l'espoir de voir leur proposition accueillie par le gouvernement (1).

La banque sait très bien que si elle ne tente rien de nouveau, son privilège ne sera pas renouvelé. Elle sait même qu'elle est sérieusement menacée par le progrès des idées nouvelles. Or, en entreprenant des opérations de crédit industriel et agricole qui supposent des prêts à longue échéance et remboursables par annuités, la banque pourrait espérer de voir proroger son privilège.

La banque sait très bien qu'une pareille proposition lui serait avantageuse, que ses bénéfices futurs dépasseraient les profits de ses plus belles années; elle sait aussi que si elle doit se borner à l'escompte des valeurs commerciales, de longtemps elle ne garnira son portefeuille.

La banque sait en outre qu'il n'y aurait pour elle aucune perspective de profits, pas même perspective de se maintenir longtemps, si l'Etat voulait exiger qu'elle se conformât rigoureusement à ses

(1) Le bruit a couru, il y a quelques temps, que la banque, ne trouvant plus de papier à escompter, allait prêter à l'agriculture et à l'industrie. Les spéculateurs ont vu dans ces nouvelles opérations de nouvelles sources de profits, et les actions de la banque ont été avidement recherchées, ont haussé d'un tiers.

(1) Voir les numéros des 11, 18, 25 février, 4 et 10 mars.

statuts, qu'elle se bornât aux opérations qui lui sont permises.

Enfin, les hommes habiles qui la dirigent sentent bien que la banque ne peut désormais prétendre à conserver son monopole qu'à la condition de rendre de grands services, de faire quelque chose pour les cultivateurs, pour les industriels, pour les travailleurs qui, sous le régime du suffrage universel, sont en définitive les maîtres de ses destinées.

La banque, entrant dans cette nouvelle voie, deviendrait l'établissement de crédit le plus utile, le plus vaste, le plus puissant qui ait jamais existé. Elle jouerait le rôle d'une véritable banque d'Etat, se ferait pardonner son privilège, et compterait bientôt parmi ses défenseurs ceux qui sont aujourd'hui disposés à l'attaquer sans relâche, à lui faire une guerre implacable.

La banque osera-t-elle tenter une pareille entreprise ? Oui, car il n'y a rien en tout cela qui dépasse l'ambition et la capacité de ses directeurs, et l'opinion publique est disposée à tout accepter avec reconnaissance.

Quant à nous, partisans systématiques des banques gouvernementales, nous voudrions que l'Etat se réservât la haute direction du crédit et les bénéfices de l'émission du papier-monnaie. Mais, puisque les préjugés dominants s'opposent encore à une organisation normale du crédit, nous sommes disposés, en attendant mieux, à applaudir à tout ce qui pourra être tenté par la banque de France en faveur du travail, de l'agriculture, de l'industrie. Seulement, nous ne voulons pas que le monopole du crédit soit abandonné sans conditions à une compagnie particulière; nous tenons absolument à ce que l'Etat exerce une influence sur la fixation du prix de l'intérêt; nous tenons, en outre, à ce que le trésor participe aux bénéfices de la circulation du papier.

L'année dernière, par la loi du 22 mai 1848, le gouvernement de Belgique a autorisé la société générale à émettre des billets non remboursables; mais en même temps il a imposé à cette banque : 1° l'obligation de payer à l'Etat 4 0/0 d'intérêt sur tous les billets émis; 2° l'obligation de prêter à l'Etat, sans intérêt, une somme déterminée en billets non remboursables.

Nos hommes d'Etat n'ont pas été aussi intelligents que les ministres belges; ils ont accordé à la banque, sans conditions, tout ce qu'elle a demandé; ils ont même consenti à payer 4 0/0 d'intérêts sur les sommes que la banque a prêtées au trésor en billets non remboursables et sur garantie de nos forêts.

Ce que le gouvernement de Belgique a pu faire, sans confier à la société générale aucuns fonds, notre gouvernement peut le réaliser, surtout s'il offre à la banque de fournir un fonds de garantie, de contribuer proportionnellement à toutes les pertes possibles ou plutôt impossibles.

FRANÇOIS VIDAL.

Un ministre des finances doit connaître à fond les monnaies, le crédit et le commerce. Il doit avoir des principes certains pour se conduire sur ces faits importants. Le bonheur ou le malheur d'un Etat dépend de là; une seule résolution prise contre les bons principes fait plus de tort que la perte d'une bataille.

La banque bien établie est le fondement de la puissance de l'Etat.

(LAW. — Mémoires sur les Banques.)

#### RÉPONSE AUX OUVRIERS DE LILLE.

Vous nous avez priés de répondre aux deux questions suivantes :

1° Les associations ouvrières constituées sous la forme de sociétés en nom collectif sont-elles obligées de payer le droit d'enregistrement fixe, chaque fois qu'un nouvel associé adhère et signe à l'acte ?

Y a-t-il un moyen légal d'éviter de payer ce droit d'enregistrement ?

2° Ces mêmes associations, constituées sous forme de sociétés en nom collectif, sont-elles forcées de payer, indépendamment du droit de patente proportionnel et du droit fixe entier sur la tête de l'associé principal, autant de fois la moitié de ce dernier droit qu'elles comptent d'associés ?

Voici notre réponse :

Sur la première question, oui. Tout associé nouveau qui adhère à une société déjà formée, qui signe à un acte déjà complet, contracté; et tout contrat devant donner lieu à un droit d'enregistrement, la loi et la jurisprudence s'accordent à vouloir que toute adhésion à une société préexistante donne lieu à un droit d'enregistrement spécial.

Comment échapper à cette onéreuse obligation ? De plusieurs manières :

1° Aux termes de l'article 1861 du Code civil, chaque associé peut, sans le consentement de ses co-associés, s'associer une tierce personne relativement à la part qu'il a dans la société, et il ne peut point, sans ce consentement, l'associer à la société, lors même qu'il en aurait l'administration.

Ce que chacun des associés peut faire sans le consentement et à l'insu de ses co-associés, tous le peuvent faire simultanément et de leur consentement mutuel vis-à-vis d'un tiers ou de plusieurs. Rien n'empêche donc que tous les membres d'une société en nom collectif, s'ils sont unanimes, décident qu'une ou plusieurs personnes seront, par tous les sociétaires, associés comme *croupiers* (c'est l'expression consacrée), non point à la société, qui n'existera toujours qu'entre les associés nommés dans l'acte enregistré, mais dans la part de chacun de ces associés.

La convention par laquelle les nouveaux venus deviendront les *croupiers* des associés proprement dits est bien une société, mais elle ne sera point une société en nom collectif, et elle se trouvera de fait dispensée de la publication, de l'affiche et de l'enregistrement, par conséquent.

Les tiers ainsi admis auront entre eux et vis-à-vis de tous les associés exactement la même situation active et passive que s'ils étaient associés; mais cependant ils ne feraient point partie de la société; ils ne répondraient point des engagements pris par elle, et le contrat particulier qui les lierait aux associés serait absolument nul à l'égard du public.

Un moyen plus simple, moins sujet à contestation que celui que je viens d'indiquer et à peu près aussi économique, consisterait à n'accepter de nouveaux associés qu'une ou deux fois par an, à l'époque de l'assemblée générale, par exemple. Pendant le temps compris entre la tenue des assemblées, les associés futurs travailleraient pour le compte de la société en qualité de commis intéressés, et au temps indiqué, quand l'assemblée aurait solennellement prononcé leur admission, on les associerait tous par un seul et même acte, dont l'enregistrement ne coûterait qu'un seul droit fixe.

Sur votre deuxième question :

L'article 16 de la loi du 25 avril 1844 sur les patentes dispose ainsi : « Les associés en nom collectif sont tous sujets à la patente; toutefois, l'associé principal (on appelle ainsi celui dont le nom figure le premier dans la raison sociale) paiera seul le droit fixe en entier; les autres associés ne seront imposés qu'à la moitié de ce droit, même quand ils ne résideront pas tous dans la même commune que l'associé principal. »

Le droit proportionnel est établi sur la maison d'habitation de l'associé principal et sur tous les lieux qui servent à la société pour l'exploitation de son industrie.

La maison d'habitation de chacun des autres associés est affranchie du droit proportionnel, à moins qu'elle ne serve à l'exercice de l'industrie sociale. »

Les termes de cet article ne laissent point de place au doute. Si les associations ouvrières se constituent sous forme de société en nom collectif, elles auront à payer autant de fois la moitié du droit fixe qu'elles compteront d'associés.

Voici comment il serait possible, selon nous, de les affranchir légalement d'une charge aussi onéreuse :

1° Par le premier des moyens indiqués tout

à l'heure; en admettant simplement comme *croupiers*, et, par conséquent, sans les faire figurer dans l'acte social, qui ne comprendrait qu'un nombre limité d'associés en nom, tous ceux sur la tête desquels on voudrait éviter de payer un demi-droit fixe.

2° Il nous paraîtrait plus simple et plus sûr d'établir les associations ouvrières sous la forme de société en commandite, en désignant comme gérants les membres du conseil d'administration, tous les autres associés jouant le rôle d'associés commanditaires.

En effet, la loi de 1844 dispense expressément, par un paragraphe spécial de son article 13, les associés en commandite du droit fixe de patente.

La substitution de la société en commandite à la société en nom collectif ne nous paraît pas offrir d'inconvénients.

La différence essentielle entre l'une et l'autre forme, c'est que dans la société en nom collectif, tous les associés sont tenus solidairement des dettes sociales, tandis que, dans la commandite, la solidarité n'embrasse que les gérants et ne pèse point sur les commanditaires, qui ne sont tenus chacun qu'au prorata de leur mise. Or, la base du crédit que peuvent obtenir les associations d'ouvriers se trouvant beaucoup plus dans le travail, dans la discipline, dans l'assiduité, dans la moralité, enfin, de ceux qui les composeront que dans le mince capital dont chacun d'eux individuellement peut disposer, elles ne perdront rien à préférer la forme de la commandite à celle de la société en nom collectif.

Quant à la disposition des articles 27 et 28 du Code de commerce, qui interdit aux commanditaires de faire aucun acte de gestion, ni de s'employer pour les affaires de la société, même en vertu de procuration, il faut peu s'en inquiéter; d'abord, parce que nous ne pensons point que ces articles fassent obstacle à ce que des commanditaires fabriquent pour compte de la société; en second lieu, parce que l'unique sanction de la disposition que nous venons de rappeler, consiste dans la solidarité qui vient envelopper de la même responsabilité que les gérants les associés commanditaires qui ne l'auraient pas respectée.

Quant à la facilité que doivent se réserver les associations de changer périodiquement leurs administrateurs, elle ne serait en rien diminuée par l'adoption de la commandite. L'irrévocabilité des gérants n'est point de l'essence de cette forme de société. Au moment où les gérants quittent leurs fonctions, ils cessent d'être solidairement engagés pour les actes autres que ceux qui se sont accomplis sous leur gestion. La responsabilité et la solidarité passent sur la tête de leurs successeurs; il faut seulement, à chaque changement d'administrateurs, en informer le public, suivant les formes prescrites par les articles 42, 43, 44, 46 du Code de commerce.

Vous remarquerez que l'adoption de la commandite, en même temps qu'elle dispenserait légalement les associations ouvrières de l'obligation de payer le droit fixe de patente, résoudrait, dans un sens favorable, notre première question, puisque le Code de commerce, n'imposant point aux commandites l'obligation de déclarer les noms ni le nombre de leurs commanditaires, permet d'augmenter indéfiniment le nombre de ceux-ci sans que le fisc puisse, à chaque adhésion nouvelle, prélever un droit d'enregistrement.

On deviendrait sociétaire en adhérant aux statuts, en prenant une ou plusieurs actions payables, soit en argent, soit en travail. Le nombre des associés pourrait s'accroître indéfiniment, sans frais d'aucune espèce; on pourrait n'admettre que des ouvriers et donner à tous les associés des droits parfaitement égaux; enfin, les statuts des sociétés en nom collectif pourraient être adoptés pour les sociétés en commandite, en changeant seulement la dé-

ration de forme, et rien n'empêcherait que les associés se déclarassent tous solidaires, s'engageassent les uns vis-à-vis des autres à supporter les pertes par portions égales.

On aurait ainsi tous les avantages de la commandite, d'une part; on réaliserait, de l'autre, le principe de la solidarité fraternelle et le principe d'égalité des sociétés en nom collectif.

Aucun plan, pour secourir la pauvreté, ne mérite attention, s'il ne tend à mettre les pauvres en état de se passer de secours.

(David Ricardo.)

## LA MAJESTÉ DU PEUPLE SOUVERAIN.

La Constitution a été proclamée en grande cérémonie sur la place de la Concorde. On l'a mise sous l'invocation de Dieu, en appelant les ministres du culte catholique à concourir, par la célébration d'une grande messe, à l'éclat de la solennité. Les hommes du pouvoir et les membres de l'Assemblée législative ont juré fidélité et obéissance à cette Constitution, prenant Dieu et l'Évangile à témoin de la sincérité de leur serment.

L'article 13 de cette Constitution dispose que l'État garantit l'assistance aux infirmes, et le travail aux valides, dans la mesure des ressources du trésor.

Cependant, on peut voir tous les jours, à l'heure où la troupe dîne, des fractions nombreuses du peuple souverain, assiéger les portes des casernes, pour se disputer les restes de la gamelle des soldats. Ce peuple souverain qui va mendier sa sportule à la porte des plus pauvres, parce qu'il y a plus de pitié chez les pauvres qu'ailleurs, est vêtu de guenilles, et ses traits amaigris, son teint jaune, racontent les ravages d'une longue abstinence. *C'est un touchant spectacle à ravir la pensée.....*

Or, comme les casernes ne manquent pas aux abords des hôtels ministériels, on se demande comment il se fait que la répétition multipliée de ces scènes douloureuses n'ait pas encore frappé les regards d'un ministre. Et si le ministre en a été témoin, comment ce spectacle ne l'a-t-il pas rappelé sur le champ au sentiment de ses devoirs, au respect de la Constitution?

Car il y a un article de cette loi fondamentale, nous venons de le citer, qui accorde positivement au peuple le droit de vivre, contrairement aux principes de Say et de Malthus. Et ne pas obéir à la Constitution, laisser le peuple mourir de faim, quand la Constitution ordonne qu'il vive, c'est de la part du ministre trahir le plus sacré de ses devoirs; c'est confisquer en même temps à la révolution de février, la plus précieuse de ses conquêtes; c'est commettre le crime de lèse-souveraineté nationale.

Il est étrange qu'un ministre puisse ainsi se soustraire aux commandements de la loi, en France, sans être aussitôt poursuivi par les clamours de l'indignation publique, et décrété d'accusation par l'Assemblée des représentants du peuple. C'est signe que nos mœurs ne sont pas faites et ne sont pas même encore à la hauteur de nos lois. C'est signe que nos ministres aiment mieux désobéir aux ordres du peuple souverain, qu'aux ordres de Malthus.

Si l'article de la Constitution qui garantit aux nécessiteux l'assistance, avait été jamais pris au sérieux par les mandataires du peuple, tous les membres du cabinet actuel, y compris le préfet de police et le préfet de la Seine, auraient subi déjà l'arrêt de la haute cour.

Et un procureur général qui eût été doué d'un peu de logique et de charité chrétienne, eût prouvé facilement que les ministres qui ne font pas exécuter une loi préventive de la misère sont coupables de tous les crimes et délits qu'engendre la misère : la mendicité, le vol, l'homi-

cide par faim lente, le suicide et la prostitution.

En vain les ministres objecteraient-ils que la loi sur l'assistance n'est pas encore rendue, et que le principe seul est écrit dans la Constitution. Alors c'était à eux de la faire rendre le lendemain de la promulgation de la Constitution, car la faim n'attend pas. Et dès qu'il a été admis par les mandataires du peuple que nul ne peut plus mourir de faim en France, le bénéfice d'une semblable disposition législative ne peut pas même être ajourné au lendemain.

Quand les députés de la Montagne, au 29 janvier dernier, mirent en accusation le ministère pour attentat au droit de réunion, la presse démocratique s'associa par une protestation collective à l'acte des Montagnards, et nous adhérons de grand cœur à cette protestation, parce que la Montagne avait droit et que nous nous inquiétons plus de savoir qui a droit, que de savoir qui l'emportera au scrutin.

Nous nous associerions de plus grand cœur encore à l'acte de la Montagne, accusant le ministère d'avoir attenté *audroit de vicre* du peuple, en le laissant mourir de faim ou mendier sa nourriture aux portes des casernes, contrairement à la lettre et à l'esprit de la Constitution. Nous regrettons que la Montagne ne se préoccupe pas assez des questions de ce genre. La première proposition serait repoussée sans doute, et pourrait même fournir matière aux épigrammes et aux sarcasmes des beaux esprits de la majorité, mais la seconde ferait certainement réfléchir.

Nous demandons qu'on agisse ainsi, parce que le temps nous semble venu d'appliquer sérieusement le principe de la responsabilité, en matière de gouvernement.

Ce qui fait que le premier échappé de bazoche ou de sacristie, peut être impunément ministre en France, c'est que chez nous de tous les métiers, le métier d'homme d'État est le plus commode, et celui qui exige le moins d'études préparatoires. En effet, dès que ce ministre de malheur a le droit de s'excuser de sa faiblesse et de son incapacité, en déclarant impraticables les améliorations les plus simples, en affirmant que la charité sociale est un mot vide de sens, une utopie dangereuse, que les socialistes d'aujourd'hui ont volée aux socialistes d'autrefois, etc., etc., on ne voit pas pourquoi le Falloux et le Thiers, voire le marchand de pâte Regnault, ne seraient pas ministres aussi bien que les Turgot, les Sully, les Colbert. Or, c'est cet avènement des fatalistes de la misère, des brouillons et des incapables qu'il faut rendre impossible, en faisant des ministères autant de monopoles pour les courageux et les forts.

Ainsi, la Constitution du peuple français a un article 13 qui accorde le droit de vivre au pauvre comme au riche. Eh bien! il faut que le ministre marche à pieds joints sur la doctrine impie de Malthus qui affirme qu'il n'y a pas de place pour le pauvre au banquet de la vie. Il faut que le ministre ordonne immédiatement les dispositions de ce banquet, afin que tout le monde y ait place, et malheur à lui si le succès ne couronne pas ses efforts, c'est-à-dire si sa capacité n'atteint pas au niveau de son orgueil. Alors qu'on le batoue, qu'on le coiffe du bonnet d'âne, *coram populo*, qu'on le cloue au pilori de la risée publique. Qu'un jugement solennel déclare le ministre coupable de tous les maux qu'il n'a pas guéris et qu'il devait guérir.

En un mot, contre l'avis de J.-B. Say qui soutenait que la société ne doit rien à aucun de ses membres, nous soutenons, nous, que la société qui laisse périr de faim un seul de ses membres est tout entière coupable d'assassinat, et nous demandons que les ministres soient traités comme les gérants responsables de cette société sans entrailles.

Et de fait, qu'on nous dise si la misère des gouvernés peut avoir d'autre cause que la sottise des gouvernants, chez nous, en la présente

année 1849, où l'abondance des denrées de toute nature ne permet pas même à nos ministres fainéants d'attribuer la misère publique aux intempéries des saisons. Ceci est clair; pour que l'ouvrier de la capitale, pour que le peuple souverain de Paris en soit réduit à solliciter du soldat l'aumône d'un restant de gamelle, en un temps où le pain blanc vaut deux sous, quand on est au printemps et qu'il n'y a pas eu d'hiver; pour que ces choses monstrueuses se produisent, disons-nous, il faut absolument que les affaires de ce pays soient menées par des fous.

Mais il y a nécessité de stigmatiser tous les jours les crimes de la sottise, pour guérir les sots ambitieux de leur présomption. Il y a nécessité pour ceux qui souffrent de dire tout haut leurs souffrances et d'étaler leurs misères au grand jour, s'ils désirent voir bientôt la fin de ces misères.

En effet, cette brillante procession d'électeurs éligibles qui parade devant les casernes, et que la cité reine présente avec orgueil à l'étranger charmé, n'est qu'un maigre échantillon de ses richesses en ce genre. Ces bandes de prolétaires affamés qui mendient par les rues ne sont que la fraction des *braves*, la fraction la moins nombreuse de l'immense tribu des déshérités. Ceux-là sont ceux qui ne veulent pas mourir pour donner gain de cause à la doctrine de Malthus, et qui réclament courageusement et en plein soleil une place à la gamelle.

Mais il y a derrière eux l'immense catégorie des pauvres à préjugés, de ceux qu'on appelle les pauvres *honteux*, les bons pauvres qui aiment mieux se laisser mourir à petit feu que de tendre la main, parce que le riche leur a fait accroire que l'indigence, même imméritée, était la honte. Les *braves* qui mendient de jour se comptent par centaines, les honteux par centaines de mille. Les premiers forceront, par leur hardiesse, nos ministres Malthusiens à exécuter la loi sur l'assistance. Les seconds, par leur réserve orgueilleuse et leur complaisant silence, auront contribué à faire durer, aussi longtemps que possible, l'insouciance et l'égoïsme des heureux, toujours prompts à nier les misères qui se cachent.

Il y a encore la nombreuse classe des résignés, des *lâches*, de ceux qui acceptent, sans protester, la condamnation prononcée contre eux par Malthus, qui reconnaissent qu'ils sont de trop sur la terre, où ils gênent les riches et qui, pour faire place à ceux-ci, consentent à sortir de la vie par le suicide. Nous ne professons qu'une médiocre estime pour les résignations de ce genre, que les privilégiés du sort ont raison de proclamer sublimes. Nous pensons, nous, que si les victimes étaient moins résignées, les bourreaux seraient moins cruels.

Donc, loin de conseiller la résignation et le silence à la misère, nous lui demandons, au contraire, de protester le plus solennellement possible, contre l'iniquité des lois sociales et de dire la vérité et toute la vérité. C'est le moyen que le redoutable procès s'instruise mieux et se termine plus vite.

Nous ne sommes aucunement partisan des envahissements de la voie publique, ni des manifestations populaires, mais il y a, néanmoins, une manifestation que nous désirons ardemment voir se faire : c'est la manifestation de la prospérité toujours croissante des travailleurs, portant en berne les pavillons de toutes les industries : c'est la grande revue du peuple souverain dans toute la majesté de sa détresse.

C'est le défilé silencieux et funèbre de cent mille femmes d'ouvriers, descendues de leurs taudis des faubourgs, dans tout le luxe de leur toilette d'intérieur, et tenant par la main leurs enfants, pâles, étioles, souffreteux et déguenillés comme elles... Puis, tout ce monde de damnés innocents envahissant, pendant trois jours, les boulevards, les jardins publics, les abords des théâtres, tous les lieux de plaisance où stationnent les heureux et poursuivant impitoyable-

ment les oisifs de leur muette négation du droit d'oisiveté.

Peut-être qu'il suffirait de quelques heures de cette exhibition éloquentes de tortures pour faire rentrer la charité au cœur des plus égoïstes. Peut-être qu'à la suite de l'impression douloureuse laissée dans leurs esprits par le spectacle lugubre, quelques femmes de haute classe n'oseraient plus être riches, ni croire légitimes, au milieu de tant d'afflictions, les jouissances du luxe.

Et alors les banquiers et les riches bourgeois de Paris, pour rendre le repos à la conscience timorée de leurs femmes, feraient peut-être l'impossible. Ils forceraient le ministre rebelle d'obéir sur le champ à la Constitution qui a décrété l'assistance.

Il ne s'agissait que de faire de la misère une entrave au plaisir du riche, pour voir disparaître la misère. Ce n'était même pas la peine de reprendre, à cette occasion, la redoutable discussion de la proposition de Sieyès : *Un homme n'a pas le droit d'avoir du superflu, quand un autre n'a pas le nécessaire, car le superflu est un vol du nécessaire....*

A. TOUSSENEL.

Je sais en général que la double consommation d'un individu n'est autre chose que l'homicide de son voisin.

(Le marquis de MIRABEAU. — *Traité de la population.*)

#### PROCÈS DE BOURGES.

Le procès de Bourges est déjà jugé par l'opinion publique. Cette terrible manifestation du 15 mai, qui a défrayé si longtemps l'indignation des feuilles réactionnaires, est descendue, dès les premières dépositions des témoins, aux modestes proportions d'une échauffourée de police correctionnelle. La jonction de l'émeute inoffensive de mai, avec les manifestations de mars et d'avril et avec la sanglante insurrection de juin, est une manœuvre de haute politique qui décèle plus de méchanceté que d'habileté dans l'esprit des Marchangy de ce temps. Le jugement de la haute cour de Bourges, quel qu'il soit, ne trompera pas l'opinion sur le caractère de la folle journée. Le soleil était très chaud ce jour-là et il mit en ébullition quelques cervelles. Voilà le jugement que l'histoire portera du 15 mai.

La mise en accusation de Louis Blanc ne s'explique que par la haine aveugle dont le président de la commission du Luxembourg n'a cessé d'être l'objet de la part du parti contre-révolutionnaire. M. le procureur-général Baroche, lui-même, malgré la ferveur de son zèle, semble embarrassé de son rôle d'accusateur vis-à-vis de Louis Blanc. La contenance noble et calme de la plupart des accusés leur a gagné d'ardentes sympathies dans toutes les classes de la société française. L'accusation aura beaucoup à faire pour métamorphoser Barbès, Albert, Blanqui, Raspail, etc., en tigres altérés de sang, en démagogues forcés, qui ne rêvent que vengeance, assassinat, pillage. Barbès, refusant de se défendre et ne prenant la parole que pour détourner du sein de ses amis les dépositions mensongères, est une noble figure. C'est Blanqui qui préside et qui dirige les débats.

On se rappelle que le compte-rendu de la journée du 15, par le *Moniteur officiel*, affirmait qu'au moment où Barbès venait de proposer à la tribune l'impôt d'un milliard sur les riches, un homme du peuple s'était écrié : *Tu te trompes, Barbès, nous voulons deux heures de pillage.* Le propos avait été nié depuis par tous les témoins de la scène, et malgré cette dénégation unanime, la version du *Moniteur* avait été maintenue. Mais il a été décidément prouvé, par la déposition du sténographe en chef du *Moniteur*, que cette addition criminelle d'un propos

horrible qui n'avait pas été tenu, avait été faite après coup, et apportée au journal par *on ne sait plus qui....* La première et la seconde épreuve du *Moniteur* ne contenaient rien de semblable; ce n'est que la troisième version qui a mentionné la demande de deux heures de pillage....

L'accusation a été obligée de désavouer la troisième version du journal OFFICIEL!!! Le *Moniteur* sera refait par autorité de justice.

Parmi les accusés, siège un de ces délateurs infâmes qu'on retrouve dans tous les procès politiques de la Restauration et dont la misérable espèce pullule en cette noble terre de France, à son grand déshonneur. Raspail a demandé, au nom de l'humanité, qu'on débarrassât cet honnête homme de la société de gens pervers comme lui et ses amis. L'accusation a eu tort de ne pas accorder cette satisfaction au digne citoyen.

La déposition de M. de Lamartine a donné à la manifestation de mai son véritable nom : ce n'était qu'une *étourderie populaire!*

#### RÉFORME FINANCIÈRE.

*Du remboursement, de la conversion des rentes.*

On a longtemps contesté à l'Etat la faculté de se libérer envers ses créanciers autrement qu'en rachetant les rentes au cours; puis enfin la conversion a été reconnue en principe par les deux chambres, mais toujours repoussée par la chambre des pairs, sous prétexte d'inopportunité. Le véritable motif, c'est que toute conversion des rentes, toute réduction d'intérêt doit amener inévitablement une réduction correspondante dans l'intérêt de tous les capitaux.

Aujourd'hui encore, bon nombre de rentiers sont persuadés que l'Etat doit éternellement payer les intérêts de sa dette au taux actuel, sous peine de manquer à ses engagements; ils contestent le principe du remboursement; ils contestent le droit de conversion.

Il importe que cette question soit définitivement tranchée, et le moment est favorable pendant que les rentes sont encore au-dessous du pair; dans quelques mois, il sera trop tard, peut-être.

Les sociétés modernes tendent forcément vers la baisse du taux de l'intérêt. Le développement naturel des institutions de crédit doit avoir pour effet nécessaire de déprécier l'intérêt de l'argent, par conséquent de faire hausser la valeur capitale des fonds publics.

Si l'Etat, dans quelques années, voulait racheter une partie de sa dette et s'il était tenu de payer les titres au cours de la bourse, il devrait donner 120, peut-être 130 francs pour amortir 5 francs de rente, tandis que, pour prix de ce titre, il n'a reçu lui-même, dans le principe, que 80 ou 90 francs.

Racheter à ces conditions serait une duperie; et cependant l'Etat ne peut rester éternellement débiteur, s'il est en position de se libérer, ne peut continuer à payer 5 0/0 aux rentiers, quand le taux normal de l'intérêt est à 2 ou 3, quand il a des capitaux disponibles. Or, nous prévoyons le moment où le taux de l'intérêt tombera 3 et même à 2, où l'Etat trouvera sans peine à emprunter à ce prix des centaines de millions, où les capitalistes seront fort embarrassés pour placer leurs fonds à 2 pour cent. Ce moment arrivera le jour où le crédit sera organisé en France.

Il serait donc convenable de poser en principe, dès aujourd'hui, par une loi spéciale, que l'Etat, en tout temps, quand il le jugera à propos ou quand il aura des fonds disponibles, pourra contraindre les rentiers à accepter le remboursement en espèces et au pair.

Ainsi, le 5 0/0 pourrait être racheté à 100 fr., le 4 1/2 à 90; le 4 à 80, le 3 à 60 francs. Nous disons que le moment est favorable pour faire une semblable déclaration, pendant que les

fonds publics n'ont pas encore atteint ce chiffre du remboursement. Aujourd'hui, les rentiers ne seraient point fondés à réclamer; mais il n'en serait plus ainsi si l'on laissait acheter des rentes à tout prix.

Une pareille déclaration empêcherait les rentes de dépasser le pair, nous le reconnaissons; mais nous n'y voyons aucun inconvénient. Les capitaux, au lieu de se porter vers la bourse, se porteraient vers l'agriculture, vers l'industrie, vers le commerce, dès que les rentes auraient atteint le pair; et ce serait un grand bienfait pour le pays.

Cependant, comme partie du 3 0/0 a été émise au capital de 75, partie du 4 0/0 au capital de 88, on pourrait objecter que l'Etat donne moins qu'il n'a reçu; mais si l'on posait en principe que l'Etat doit donner autant qu'il a reçu, il pourrait aussi demander à ne rendre, pour chaque emprunt, qu'autant qu'on lui a donné.

De bonne foi, le cours des rentes 5 0/0 fixe le taux général de l'intérêt pour tous les fonds publics, sert de régulateur pour le prix de toutes les rentes. Les possesseurs actuels des titres ont acheté à la bourse, d'après les prix courants, et le titulaire de 3 francs de rente, qu'on rembourse avec 60 francs, n'est pas plus fondé à se plaindre que le porteur d'une rente de 5 francs, envers lequel on se libère moyennant 100 francs. Au surplus, c'est à l'Assemblée nationale à décider si le 3 0/0 devra être racheté à 60 ou à 75 francs!

Si une pareille loi était rendue, elle deviendrait le point de départ de la plus importante réforme financière qui ait jamais été accomplie; elle permettrait à l'Etat, par le développement des institutions de crédit, d'éteindre complètement la dette publique en un très petit nombre d'années, sans qu'il en coûtât aux contribuables aucune augmentation d'impôts.

Un autre jour, nous exposerons notre système de rachat ou de remboursement de la dette nationale; ce système se lie étroitement à notre projet de banques départementales.

#### FRAIS DE REPRÉSENTATION DU PRÉSIDENT.

L'Assemblée nationale vient de doubler d'un seul coup la liste civile de M. le président de la république. Cette décision, qui a le malheur de mettre l'Assemblée en contradiction avec elle-même, sur la même question, à trois mois de distance, a été rendue sur ce motif étrange, éloquentement développé par M. le ministre des finances, qu'un homme qui dépensait cent mille francs par mois ne pouvait pas vivre avec cinquante mille.

Il y avait à répondre à cet argument victorieux, par un autre de la même force; on pouvait dire, par exemple, que le moyen de vivre avec cinquante mille francs par mois était de régler strictement ses dépenses sur ce chiffre. Mais nul n'a songé à faire valoir cette considération lumineuse, et le vote a été enlevé à une majorité relative de plus de cent voix sur 700 votants.

Un honorable représentant, M. Laussédats, a bien osé dire que la France ferait mieux de garder ses générosités pour la loi d'assistance; mais ce propos séditieux n'a pas eu de succès.

C'est aller trop vite en besogne que de doubler les émoluments d'un fonctionnaire public, après trois mois d'exercice de ses fonctions. Nous avons peur que cette prodigalité de l'Assemblée nationale ne soit d'un dangereux effet sur la masse des fonctionnaires, et ne stimule les appétits désordonnés des avides au lieu de les calmer.

Ce vote aura dû être particulièrement désagréable à Sa Majesté Louis-Philippe, qui n'a pu obtenir, en dix-huit ans de règne, pour le duc de Nemours, cette misérable indemnité de 500,000 fr. de frais de représentation, que l'Assemblée nationale a accordée de si bonne grâce et sans faire la cruelle à M. Louis Bonaparte. L'affront fait à l'ancienne monarchie lui a dû être d'autant plus sensible, que c'est M. Dufaure et M. Passy, deux ex-ministres du 12 mai, renversés en 1840 sur cette question de dotation par la chambre des censitaires, qui l'ont fait triompher, en 1849, devant l'Assemblée du suffrage universel. — *Souvent chambre varie. — Bien fol est qui s'y fie.*

Les élections de la prochaine Assemblée nationale sont fixées au dimanche 13 mai. L'Assemblée se réunira le 28 du même mois.

Le *Travail affranchi* publiera dans son prochain numéro le programme électoral de la presse démocratique et sociale, qui vient d'être définitivement arrêté.

MM. Guizot, Duchâtel, de Broglie, Hébert, de Moray, Peyramont figurent au premier rang sur la liste des candidats du parti conservateur.

#### SEMAINE PARLEMENTAIRE.

L'Assemblée a terminé enfin, et presque sans incident, la discussion de la loi électorale. M. Frédéric Bastiat, dans la séance du samedi, 10 mars, avait demandé, en s'appuyant sur de spécieux motifs, qu'il y eût incompatibilité entre les fonctions de représentants et celles de ministres. C'était bouleverser, d'un trait d'amendement, toute la politique de l'ancien constitutionnalisme, et tarir dans sa source l'esprit d'intrigue et de coalition. La proposition semblait un sarcasme à l'adresse des plus brillantes incapacités oratoires de l'Assemblée et du dernier règne. M. Thiers n'a pas osé demander la parole pour une allusion personnelle; mais M. de Lamartine a été plus courageux, et il a paré avec succès le coup de Jarnac que l'économiste gascon avait porté aux discoureurs éloquents. Néanmoins, la nouveauté du système présenté par M. Bastiat, ainsi que la verve et l'originalité de son style, avaient produit sur l'Assemblée une assez vive impression pour faire ajourner le vote à la séance de lundi. Dans cette séance, M. Billault, le rapporteur de la commission, a triomphé complètement du système de M. Bastiat, et maintenu les ministres sur la liste des éligibles. L'amendement a été repoussé à une forte majorité.

C'est dans cette même séance que l'Assemblée qui avait fixé, il y a trois mois, le chiffre des émoluments du président de la République à 600,000 fr. par an, s'est déjugée, d'une manière fâcheuse, en portant le chiffre de 600,000 à 1,200,000 fr., sous prétexte qu'on avait oublié, lors du premier vote, de tenir compte au premier fonctionnaire de l'Etat, de ses frais de représentation.

Dans la séance du mardi, l'Assemblée est revenue sur quelques-unes de ses décisions antérieures, quant à l'incompatibilité. Ainsi, elle a rétabli le nom du préfet de la Seine sur la liste des éligibles; mais elle a été impitoyable pour son collègue le préfet de police, ainsi que pour les secrétaires-généraux des ministères et pour les magistrats inamovibles. Nous félicitons sincèrement l'Assemblée, à raison de ce dernier vote. On ne saurait trop se pénétrer de cette vérité politique : que les vieux magistrats et les vieux avocats sont les pires membres d'un corps législatif quelconque.

Un seul incident de scrutin, le vote de la présidence, a varié la monotonie de la séance du mercredi 14. M. Armand Marrast, abandonné par la Montagne, qui n'a pas eu, depuis quelques temps, à se féliciter de son impartialité, n'a été réélu président qu'au second tour de scrutin. Les voix de l'opposition se sont reportées sur MM. Dufaure et Grévy.

L'Assemblée a repris la discussion de la loi électorale. La majorité a voté de nouveau l'article 83, qui accorde aux militaires de tout grade une faveur exceptionnelle. Les militaires élus représentants seront bien forcés de se démettre de leur emploi, mais ils seront assimilés aux militaires en mission *hors cadre*. Le citoyen Larabit a vainement essayé d'attendrir ses farouches collègues en faveur des magistrats incompatibles.

La séance de jeudi a été fatale aux directeurs et administrateurs des chemins de fer, et généralement à tous ceux qui ont intérêt quelconque dans les adjudications des fournitures et travaux de l'Etat. La loi les déclare déchus de l'éligibilité. Mieux vaut tard que jamais.

Vendredi, commencement de la discussion du budget.

#### NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

Les fonds français ont baissé de 3 fr. 40 c. à la bourse du 15. Quand les juifs, qui tiennent par toute l'Europe les roulettes de l'agiotage, font de bonnes affaires, c'est que la liberté périclite. N'oublions jamais que les fonds français haussèrent de 10 francs le lendemain de Waterloo. Donc, puisque les affaires des juifs allaient mal cette semaine, on en a conclu que la cause de l'absolutisme devait avoir subi quelque rude échec en Italie ou en Hongrie, où la révolution est aux prises avec lui. Le bruit court, en effet, que les troupes autrichiennes ont été battues à la fois sur les rives du Pô et sur celles du Danube. On annonce que Dembinski aurait repris Pesth et que les Piémontais auraient, dans une première rencontre, fait éprouver aux Impériaux des pertes assez graves. On attend avec impatience la confirmation de ces nouvelles et surtout les détails.

L'empereur d'Autriche a dissous la diète de Kremsier et octroyé une constitution libérale à ses peuples. L'octroi de la constitution est, comme on sait, l'avant-dernier acte du drame qui s'appelle la chute de la monarchie.

#### LA SITUATION APPRÉCIÉE PAR LE JOURNAL DES DÉBATS.

Dans son numéro du 12 mars, le *Journal des Débats* a publié un article remarquable, dont nous allons extraire quelques passages :

« Il ne faut pas nous faire d'illusion : les mauvais jours ne sont pas passés. En ce moment même, le flot révolutionnaire qui, parti de Paris, était allé battre les extrémités de l'Europe, revient sur nous, entraînant et ramenant avec lui le ferment et l'écume qu'il a ramassés sur son passage. Il ne faut ni s'aveugler, ni s'étourdir, ni s'endormir. Il faut que la société se dise qu'elle est arrivée à ses derniers retranchements ; que cette fois il ne s'agit plus de république ou de monarchie, mais purement et simplement d'être ou de ne pas être.

« Les religions politiques sont mortes, disions-nous l'autre jour. Nous sommes arrivés, dans cet ordre d'idées, à une espèce de gnosticisme, à l'indifférence et même au mépris des formes. Nous sommes devenus, en fait de gouvernements, ce que sont les déistes en fait de cultes. La révolution de février a été la manifestation la plus éclatante de cet état des esprits. Si les républicains avaient eu foi dans la République, ils auraient levé son drapeau et non celui de la réforme; si les royalistes avaient eu foi dans la royauté, ils l'auraient défendue, ils ne l'auraient pas laissée tomber. Mais la révolution s'est accomplie à l'aveugle, avec une sorte de fatalisme musulman. La République est venue sans le vouloir, la royauté est partie sans le savoir. On connaît tel membre du gouvernement provisoire qui, en sortant de la chambre des députés, courut à l'Hôtel-de-Ville pour y proclamer la régence, et fut très étonné d'y trouver la République qui avait pris le chemin le plus court. Notre vieux roi, en quittant Paris, croyait y laisser son petit-fils sur le trône. Des deux côtés on se regarda avec stupefaction en voyant ce qu'on avait fait, et on se trouva entraîné, enporté d'un bond jusqu'au grand fait des temps modernes, la guerre sociale.

« Le jour même de la révolution, nous avons, pour notre part, profondément senti que ce n'était pas un fait politique. Les partis, ces divisions et ces compartiments des sociétés régulières étaient visiblement en dehors de l'action; le flot avait passé par dessus leurs têtes. C'était quelque chose de nouveau qui sortait des fentes des pavés et des souterrains des caves, c'était l'avènement des masses.....

« Un ordre nouveau s'était produit. Désormais, les grandes forces populaires allaient se rencontrer et se choquer directement, sans intermédiaire, comme deux locomotives lancées l'une contre l'autre. Dans les luttes antérieures, la royauté leur servait de bouclier et pour ainsi dire de tampon; elle amortissait les coups, ou plutôt c'était elle qui

les recevait. Une première fois la royauté légitime est écrasée et broyée dans la rencontre; mais de ses débris sort la royauté constitutionnelle qui, pendant 18 ans, sert encore de barrière. A son tour, elle est brisée et mise en poudre, et rien ne sépare plus les forces déchaînées de la nature. Il n'y a plus de rois à jeter en holocauste au sphinx moderne, et désormais la société se trouve face à face avec la terrible énigme de son existence.

« La révolution de février n'avait rien résolu. Précisément parce que cette fois encore il y avait eu une royauté pour servir de victime expiatoire, la rencontre sociale avait été ajournée. Mais son jour devait venir : ce n'est pas la révolution de février, c'est la bataille de juin qui a été le fait capital de cette immortelle année.....

« Est-ce dire que les événements de juin aient résolu le problème social plus que ne l'avaient fait les événements de février? Assurément non. Nous croyons que la société est aujourd'hui aussi menacée qu'elle l'était hier, et l'on comprendrait mal notre pensée si l'on croyait que la République en est, à nos yeux, seule responsable. Elle n'a été qu'une occasion; elle n'a fait que précipiter une crise qui devait éclater tôt ou tard, sous n'importe quelle forme de gouvernement. Il est même évident que la République pouvait seule résister à de pareilles attaques, parce qu'elle seule pouvait être impunément absolue et dictatoriale. »

Nous sommes de l'avis du *Journal des Débats* : il ne s'agit plus aujourd'hui de formes politiques; il ne s'agit plus d'opter entre la monarchie et la république; il s'agit de résoudre le problème social, et de le résoudre par la science, si l'on ne veut pas laisser encore à la force aveugle le soin de le trancher. Or, on ne résoud pas un problème en se contentant de le poser; on ne le résoud pas davantage en poussant des lamentations et en se déclarant conservateur d'un ordre social impossible. Jérémie n'a pas sauvé Jérusalem; Cassandre n'a pas sauvé Troie!

#### FEUILLETON.

DES ARMES ET DES ENGINS DE CHASSE, DEPUIS LA MASSE JUSQU'AU FUSIL-MENTON.

(Suite.— Voir les numéros des 25 février et 4 mars.)

Oui, les premières traditions des peuples bégayaient les hauts faits de l'arc qu'ont tendu nos mains vigoureuses, à l'aurore de ce monde, et qu'essaieront encore de bander nos bras débiles, aux jours de la décrépitude de la terre, dans 70 mille ans d'hui. La flèche est au service de l'homme d'aussi loin qu'on se souvienne.

Cyrus a des archers qui se tiennent à deux sur le dos d'un chameau; les tours d'éléphants, les tours roulantes, les chars des armées d'Orient portent garnison d'archers. Or, que le lecteur note ceci : tout ce qui se pratique chez les Mèdes et les Perses est en usage chez les Indous et les Chinois depuis plus de mille ans, et toute invention industrielle, soi-disant médique, n'est qu'une méchante contrefaçon de l'industrie chinoise.....

Il y avait douze à quinze siècles déjà que les Chinois connaissaient le feu d'artifice et la poudre à canon, quand Moïse écrivait sa *Genèse* et Homère son *Iliade*.

Tous les peuples de l'antiquité qui se sont illustrés dans la guerre pratiquent l'arc, les Grecs, les Thessaliens, les Parthes. Les Romains l'estiment médiocrement. Les nations d'origine germanique, les nations vaillantes par essence, sont, sans contredit, celles qui semblent priser le moins cette arme de poltrons. La flèche est, en effet, fort arriérée encore du temps de Tacite chez les barbares riverains de la Baltique. La pointe de cette flèche est garnie d'un os pointu ou d'une arête de poisson, comme la flèche primitive du Samoyède et de l'Eskimau. Le Franc, qui ressemble, sous ce rapport, au Gaulois, méprise l'arme de trait à laquelle il préfère l'angon à main, la francisque, la hache ou la masse d'armes, la franée, la catère, toutes armes lourdes et massives faites pour disloquer la membrure de l'adversaire et pour agir de tout près, plus propres, en un mot, à la taille qu'à l'estoc. Le Français, qui inventa plus tard la première arquerbuse portative, fut aussi le dernier de tous les peuples européens à l'adopter comme arme loyale de

guerre. Le récit de la bataille de Poitiers ou de Tours, dans laquelle Charles Martel martela les Sarrasins, et que nous a conservé un historien arabe, témoin oculaire de la chose, donne une idée satisfaisante de la vigueur presque surnaturelle du poignet de nos aïeux. Les cavaliers francs laissent d'abord approcher les cavaliers arabes lancés contre eux de toute la rapidité de leurs coursiers d'Orient et reçoivent le choc furieux sans broncher; puis, voilà insensiblement la muraille immobile qui s'ébranle; les géants du nord, tout bardés de fer, se dressent sur leurs colossales montures, brandissent dans les airs leur masse d'arme terrible, et, la faisant retomber de tout son poids et de toute sa hauteur sur les mirmidons d'Arabie, brisent comme verre morions, crânes, armures, cavaliers et coursiers... ce que voyant les escadrons rapides, ils virent soudain de bord, tournent le dos à la Loire et détalent au grand galop pour ne s'arrêter qu'à la Gironde, n'osant pas même se retourner pour regarder derrière eux. Le naïf historien arabe, qui raconte ces détails, a l'air de faire un crime aux vainqueurs d'Abdérème d'avoir abusé, en cette circonstance, de la supériorité de leurs armes.

Mais que les arcs de l'ancien continent s'inclinent respectueusement devant ceux de l'Amérique, devant ceux du Mexique surtout. C'est à peine si les flèches des meilleurs archers européens portent bas un homme à cent mètres; les flèches mexicaines traversent un Espagnol de part en part à une distance triple.

Les arcs qui lancent ces flèches sont composés de deux demi-cercles de bois élastique, réunis par une poignée de métal. L'expédition de Fernand Cortez m'a toujours paru plus merveilleuse et plus poétique que toutes les conquêtes d'Alexandre et de César. Je donnerais bien des choses pour lire les aventures du héros espagnol chantées par Lamartine.

Tous les peuples d'Amérique chassent et combattent avec l'arc au jour de la découverte, mais il s'en faut de beaucoup que l'arc soit la plus terrible de leurs armes; et le nom des Péruviens et celui des Mexicains seraient encore inscrits au grand livre de vie des nations, si tous les Péruviens et Mexicains du temps de Cortez et de Pizarre eussent manié le *lazo* comme les Araucaniens d'alors, ou comme les Gauchos d'aujourd'hui (prononcez *Gaoutchaux*).

L'arc primitif est fait d'une branche de sapin, d'if ou de frêne dépouillée de son écorce et durcie tout entière au feu. La corde est, dans l'origine, une tresse plus ou moins corsée de boyaux de poissons ou de quadrupèdes, desséchés à l'air et tordus. Quelquefois le boyau est remplacé par une tresse d'écorce d'arbre ou par les filaments de l'agave, quelquefois par la ganse de soie. La plus élastique et la meilleure de toutes les cordes d'arc est celle de contre-basse. La flèche est généralement la tige du roseau inflexible. Elle est armée d'une pointe de fer ou d'une arête et garnie d'un empennage à son extrémité la plus forte. L'usage d'empoisonner les flèches remonte, dans l'ancien continent, à Hercule, c'est-à-dire très loin. Les Gaulois empoisonnaient également leurs flèches. Les Espagnols, au rapport d'Espinosa, les trempent, à cet effet, dans le suc de l'ellébore blanc *cueilli au mois d'août*, pour quelle cause l'ellébore blanc s'appelle *l'herbe à l'arbalète*. Les indigènes de la Terre-Ferme usent également de traits empoisonnés. Alphonse de Ojeda, l'un des premiers conquérants de l'Amérique, a la cuisse traversée par un de ces traits, et s'applique de ses propres mains une plaque de fer rouge aux deux côtés de la plaie pour en chasser le virus.

L'histoire a grand tort de confondre l'arc avec l'arbalète. L'arc a bien, il est vrai, engendré l'arbalète, mais les deux instruments ne se ressemblent pas. L'arc se tire verticalement, l'arbalète horizontalement. L'arc n'a ni cheville, ni support; l'arc ne lance que des flèches, un roseau léger, comme nous venons de dire, empenné et ferré; l'arc est le plus communément l'arme du fantassin. L'arbalète se compose essentiellement d'un arc, d'un arbrét et d'une crosse. L'arbalète se met en joue et quelquefois elle s'épaule; l'arbalète est presque toujours une arme de cavalier qui se porte en bandoulière. L'arbalète lance, à de terribles portées interdites à l'arc, des traits de toute nature, balles, jalets, flèches, carreaux, viretons, etc. Le carreau est le fer en losange qui figure dans notre jeu de cartes, où il désigne une couleur; c'était l'armure d'un trait fort lourd et fort court qui se tirait de tout près. Ces corps de francs archers dont le nom revient si souvent dans les récits de batailles des quatorzième et quinzième siècles, sont

presque toujours des corps d'arbalétriers; et les libertés communales de France, pour le dire en passant, n'ont pas eu de milices plus fidèles que ces compagnies d'archers et d'arbalétriers.

L'arc a engendré l'arbalète, comme l'arbalète a engendré l'arquebuse. L'*arc-baliste* (*arcus ballista*) est la *manu-ballista* de Héron et de Végèce, le *cheiro-ballista* des Grecs. C'est le type primitif des armes à ressort. Il y a quelques cents noms dans le dictionnaire des armes françaises, à partir de l'*espingarde* jusqu'à la *mouchette* ou *mousquet*, pour désigner les diverses modifications qu'a subies le modèle original. Diodore de Sicile réclame naturellement pour sa patrie l'honneur de la découverte, mais la prétention de Diodore n'est pas admissible. Toutes ces inventions arrivent en ligne directe de l'Orient, de l'Indostan ou de la Chine.

L'arbalète est la plus meurtrière de toutes les armes de guerre et de chasse qui ont précédé le fusil. Les Francs, au rapport de Vély, s'en servent contre les bêtes dès le septième siècle, c'est-à-dire une centaine d'années avant l'invasion d'Abdérème (732). L'arbalète figure avec honneur à la bataille d'Hastings (1066). Elle fait partie du mobilier de guerre des Anglais avant la première croisade (1096), et de celui des Français dès le règne de Louis-le-Gros. Interdite *entre chrétiens* par le concile de 1138, elle ne s'en illustre pas moins à la bataille de Bovines. Le plus invulnérable et le plus valeureux de tous les Achilles de la Terre-Sainte, Richard Cœur-de-Lion, est tué d'un coup d'arbalète au siège du château de Chalus, en Limousin; un évêque de Sainte-Menehould, qui assiège Verdun, éprouve le même sort.

L'arbalète se bande au moyen d'une mécanique et d'une poulie. On emploie quelquefois à cette époque des arbalètes à quatre poulies, que le porteur ne peut armer et faire partir qu'en faisant usage à la fois de ses pieds et de ses mains, c'est-à-dire en se couchant sur le dos. Des voyageurs affirment que certaines peuplades sauvages des bords de l'Orénoque bandent encore aujourd'hui leurs arcs de cette façon, et que la portée de ces arcs est incroyable.

Les grandes arbalètes commencent à être abandonnées, comme armes de guerre, vers le milieu du quinzième siècle, quoique cependant on retrouve quelques arbalétriers dans la garde de François Ier, à la bataille de Marignan. Mais si le génie militaire en fait fi, la vénérie les conserve. Pour comprendre l'utilité de pareils engins de chasse, si lourds à voiturier, si peu commodes à mettre en joue, il faut se bien souvenir qu'avant l'invention de l'arquebuse, le gibier était si bonne personne, qu'il s'arrêtait toujours au lieu de s'enfuir à la vue de l'homme, et que, par conséquent, on le tirait toujours arrêté. On aurait eu alors de l'artillerie portative à son service, qu'on aurait eu tout le temps nécessaire pour dresser ses batteries contre un solitaire ou un dix-cors qui vous aurait regardé travailler sans bouger. Le tir au vol et à la course est rangé, en ce temps-là, dans la catégorie des procédés de magie noire et blanche.

La gloire de l'arbalète continue à décliner pendant toute la durée du seizième siècle. Après 1600, le peuple Anglais est à peu près le seul peuple d'Europe qui se serve encore, pour la guerre, des grandes arbalètes. L'armée d'Elisabeth a des compagnies d'arbalétriers. Les Anglais qui assiègent l'île de Rhé, en 1623, se servent de ces arbalètes pour jeter des fusées incendiaires dans la ville.

Les Espagnols et les Génois ont brillé tour à tour dans l'art de manier l'arc et l'arbalète; mais le peuple qui s'est véritablement montré supérieur dans cette branche d'industrie homicide est celui d'Albion. Le *long bow* est l'arme nationale de l'Angleterre, l'arme dans le maniement de laquelle l'Anglais n'a pas de rivaux. Le *long bow* tient une place immense dans les chroniques d'Outre-Manche. « *Qui plus en voudra savoir* (sur l'arc), écrit Gaston Phœbe, comte de Foix, *si aille en Angleterre, car c'est leur droit mestier*. » Le tireur qui double sa flèche à cinquante mètres se rencontre facilement dans les rangs des archers anglais. « Pas d'archer anglais, dit la Chronique de la frontière du nord, qui n'ait vingt-quatre Ecossais dans son carquois. »

Les annales britanniques fourmillent d'éditions royales et d'éditions de parlements qui encouragent l'exercice de l'arc et du *long bow* surtout, qui a rendu la *milice anglaise si redoutable*, dit un édit du parlement sous Henri VIII. Ce sont des archers et arbalétriers anglais et génois, et non les canons du Prince Noir qui gagnent la bataille de Poitiers. Ces arcs sont faits en bon bois d'if, et une fabrication supérieure en régularise la portée. Les

mêmes ont déjà gagné la bataille de Crécy et gagneront celle d'Azincourt. Rendons cette justice aux héros d'Albion, que personne n'a jamais compris comme eux la guerre au point de vue de la tuerie humaine. Les Anglais ont des batailles dans leurs guerres civiles où il reste des quarante-cinq mille hommes sur le champ de bataille; et le général Foy, que j'ai déjà cité, a écrit en propres termes dans son histoire de la guerre de la Péninsule, « qu'il ne savait pas où s'arrêterait l'infanterie de ligne anglaise, si elle entreprenait de conquérir le monde. » C'est que le soldat anglais, qui a la passion du trafic comme son gouvernement, sera toujours enchanté de se faire tuer quand on lui donnera de sa peau un bon prix; tandis que les soldats des autres nations ont besoin d'être stimulés par un plus noble mobile. Il n'y a jamais qu'une seule question pour l'Anglais et pour l'Anglais, c'est la question d'argent, qui comprend toutes les autres. Il y a des calculateurs dans ce pays-là qui vous évaluent en livres sterling l'indépendance du représentant, la probité du magistrat, la pudeur de la vierge, le courage du soldat, et qui se trompent rarement dans leurs évaluations. Grâce à l'influence de nos 35 années de gouvernement représentatif, nous commençons à comprendre aussi en France l'arithmétique de la vénalité.

Le sage roi Charles V, instruit par le désastre de Poitiers, essaya d'encourager l'usage de l'arbalète dans son royaume et n'y réussit pas.

Le règne de Louis XIII a vu désarmer le dernier arbalétrier en Europe et supprimer définitivement cette arme dans la troupe.

Or, il y avait déjà, à cette époque, deux siècles et plus que l'arme à feu avait pénétré dans les mœurs et dans les institutions européennes. Quelques mots sur le passé, le présent et l'avenir de l'arme à feu.

A. TOUSSENEL.

(La suite à un prochain numéro).

#### DE LA HAUSSE PRÉTENDUE DES SALAIRES.

M. Thiers et plusieurs économistes de même force prétendent que les salaires des ouvriers vont haussant de plus en plus, que c'est là une tendance générale.

Les enquêtes officielles faites tant en France qu'en Angleterre, constatent, au contraire, que le taux des salaires a sensiblement baissé dans l'industrie, notamment depuis une trentaine d'années. M. Marshall, de Leeds, affirme même que les salaires, dans toutes les manufactures de coton de la Grande-Bretagne, ont baissé de 11 1/2. Et M. Marshall manufacturier lui-même, était en position d'être bien renseigné. Au surplus, qu'on lise l'enquête de 1834, les rapports de MM. Villermé et Blanqui.

M. Thiers a comparé le prix des journées à différentes époques, en 1789 et en 1849, par exemple, et il a trouvé que ce qui était autrefois payé 2 livres est maintenant payé plus de 3 francs. Puis il est tombé en extase! Mais il ne s'est point demandé si cette différence prouvait que les salaires avaient haussé *réellement*, ou que l'argent avait baissé de valeur.

Depuis la découverte de l'Amérique, les métaux ont baissé de valeur dans la proportion de 6 à 1; c'est-à-dire que 6 francs représentent aujourd'hui ce que représentait autrefois 1 fr.

Pour se faire une idée approximative de la valeur comparée des métaux précieux à des époques différentes, les économistes se servent généralement du prix du blé comme appréciateur commun, en ramenant l'hectolitre à une valeur donnée. Or, d'après J.-B. Say, en supposant le prix de l'hectolitre de blé à 19 fr. en moyenne, en 1789 et en 1826, la valeur de l'argent par rapport aux objets de consommation a baissé dans le rapport de 1610 à 1342, ce qui signifie que 16 fr. représentaient aujourd'hui ce que représentaient 13 fr. en 1789; et il ajoute que tout enchérit de plus en plus, notamment les subsistances, les loyers des maisons et de la terre.

Ainsi l'ouvrier qui, en 1826, gagnait 16 fr.

par semaine, se trouvait exactement dans la même position que l'ouvrier qui ne gagnait en 1789 que 13 fr., avec cette différence qu'on éprouve aujourd'hui des besoins qu'on ne connaissait pas autrefois.

Les besoins impérieux augmentent avec le progrès de la civilisation. En admettant que les besoins, que la valeur de l'argent n'aient pas changé depuis 1836, il faudrait, pour vivre en 1849, comme on vivait il y a 60 ans, il faudrait dépenser 16 francs, tandis qu'on n'en dépensait alors que 13; mais on ne peut vivre maintenant comme on vivait en 1789.

Si l'ouvrier de 1789 vivait selon sa condition avec 13 francs, ce n'est plus seulement 16 francs, c'est 20 fr. c'est 30 fr. peut-être qu'il faudrait aujourd'hui à un ouvrier pour se trouver relativement dans le même état de bien-être.

En résumé : 1° la hausse nominale du chiffre des salaires, alors même qu'elle serait incontestable, ne prouverait pas qu'il y ait augmentation réelle. 2° L'augmentation même non contestée est-elle en rapport avec les besoins nouveaux? L'ouvrier d'aujourd'hui est-il relativement et absolument plus ou moins heureux que l'ouvrier du siècle passé? Si nous comparons le sort du patron et le sort de l'ouvrier aux deux époques, trouverons-nous qu'il y a aujourd'hui moins de différence entre le bien-être, les jouissances morales et matérielles de l'un et de l'autre; trouverons-nous enfin que le sort du salarié se rapproche du sort de l'entrepreneur, plus que ne se rapprochait autrefois le sort du maître du sort de son compagnon?

Que M. Thiers et les économistes répondent. Nous ne soulevons point une question de justice, mais une simple question de fait. Nous demandons aux statisticiens des chiffres avec pièces à l'appui; nous ne voulons point faire appel à leurs sentiments.

#### NOUVELLES DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES.

Une nouvelle association vient de se fonder sous le titre d'Association fraternelle des ouvriers facteurs d'instruments de musique, cuivre et bois. Le siège de cette association est établi rue Muller, 10, en face le Château-Rouge, à Montmartre.

Un grand nombre de commandes ont été faites à cette association par des artistes célèbres. Le prix des instruments est extrêmement modéré, attendu que les sociétaires se contentent d'une journée modeste; les bénéficiaires devant servir, conformément aux statuts, à augmenter le fonds social.

— L'association fraternelle des ouvriers et ouvrières de la chimie, constituée le 29 décembre 1848, est aujourd'hui en pleine activité. Chemises, caleçons, gilets de flanelle et autres articles de la spécialité. Dépôt, au prix de fabrique, de toiles, bastistes, calicots, flanelles, etc. Cette association, vraiment fraternelle, renferme dans son sein les coupeurs et les ouvrières les plus habiles de la profession. L'établissement central est situé faubourg Montmartre, 20. A partir du 1<sup>er</sup> avril prochain, ouverture de deux succursales: l'une place de la Bastille, l'autre place de l'Abbaye-St-Germain.

— Les délégués de l'association fraternelle des tailleurs de Clichy viennent de recevoir de la ville de Paris les sommes qui étaient dues à l'association par suite de la retenue des trois dixièmes.

Il ne leur reste plus maintenant à toucher que l'indemnité qui leur est due pour résiliation du marché passé entre eux et la ville de Paris.

— L'acte constitutif des marchands de vins associés a été signé le 11 mars par tous les intéressés. A ses deux établissements de la rue Jean-Robert et de la rue Saint-Victor, l'association va en ajouter un autre rue de Poitou, au Marais. L'ouverture de cette troisième succursale aura lieu dans les premiers jours de la semaine prochaine.

— Dimanche dernier, les compagnons des différents métiers de Paris se sont réunis pour élaborer le projet d'une constitution générale qui sera soumise à l'examen et à l'adoption de tous les compa-

gnons du Tour de France. Vingt sociétés étaient représentées à cette réunion; nous disons vingt sociétés et non pas vingt corps d'états, car la division des *devoirs* existe souvent dans la même profession. C'est pour arriver à une fusion réclamée depuis longtemps par tous les compagnons intelligents que cette réunion a eu lieu. Nous souhaitons de tout notre cœur que les efforts tentés pour apaiser l'irritation existant entre les divers *devoirs* aient un heureux résultat.

Le *compagnonnage* rend des services réels à ceux qui en font partie; mais son action sera plus efficace lorsque les *compagnons* renonceront à des luttes qui n'appartiennent plus à notre âge et dont on doit effacer jusqu'au souvenir.

— Nous apprenons qu'à Reims plusieurs associations viennent de se former; elles sont au nombre de vingt. En voici la nomenclature :

1° Les tisseurs; 2° les charpentiers; 3° les couvreurs; 4° les apprêteurs et tondeurs; 5° les fileurs en cardé; 6° les fileurs en maigre; 7° les chamoiseurs et tanneurs; 8° les menuisiers; 9° les métallurgistes comprenant 17 corps d'états travaillant le fer et les métaux; 10° les maçons, plafonneurs et plâtriers; 11° les tailleurs de pierre; 12° les tailleurs d'habits; 13° les tonneliers; 14° les teinturiers dégraisseurs de laine; 15° les débitants de vins; 16° les peigneurs de laine; 17° les peintres en tous genres; 18° les étrilleurs de laine; 19° les terrassiers pour les grands travaux; 20° les cordonniers.

Ces corps d'états réunis ont fondé le journal *l'Association rémoise*.

On nous prie d'insérer la lettre suivante :

Quelques personnes, informées que je travaillais depuis longtemps à une *Histoire de la Révolution de 1848 et des causes qui l'ont préparée*, ont bien voulu m'adresser quelques documents précieux sur les événements qui se sont accomplis, de 1840 à 1849, et sur le caractère des hommes qui ont occupé la scène politique.

Permettez-moi de recourir à votre publicité pour avertir tous les citoyens qui auraient encore des notes intéressantes à me faire parvenir, que je recevrai très volontiers leurs communications.

Comme je tiens à ne suprendre la bonne foi de personne, je crois devoir déclarer que cette impartialité à laquelle je vise, n'est point celle des historiens éclectiques. Une idée fixe préside à mes recherches : démocrate, j'ai voulu écrire l'histoire des luttes et des tendances de la démocratie. Les éléments de la politique actuelle sont contenus en germe dans les huit dernières années du règne de Louis-Philippe. L'antagonisme des républicains et des socialistes avant 1848; la lutte des principes et des hommes, des écoles et des partis; la sourde division des influences qui ont pesé, au 24 février, sur la victoire du peuple; tel est le théâtre de faits et d'idées sur lequel je voudrais appeler la lumière, dans le premier volume.

Je prie les personnes, qui auraient des renseignements écrits à ma disposition, de les envoyer à Mme Adèle Esquiro, rue et île St-Louis, 96.

ALPHONSE ESQUIROS.

#### MUSIQUE VOCALE.

Mardi dernier, à 9 heures du soir, M. Emile Chevé a ouvert son cours gratuit de *Musique Vocale* à l'amphithéâtre de l'Ecole de médecine devant un auditoire nombreux composé de travailleurs appartenant à tous les arrondissements de Paris. Les autorités municipales du 11<sup>e</sup> assistaient à cette première leçon.

Avant de commencer son enseignement, le professeur a remercié avec dignité et convenance le maire et les adjoints du 11<sup>e</sup> arrondissement de l'hospitalité qu'ils venaient d'accorder à une vérité nouvelle. « La musique, a-t-il ajouté, doit avoir un autre but que celui de distraire et d'amuser; les hommes habitués à chanter ensemble ne pourront plus être ennemis : l'art musical a donc une mission conciliatrice et pacifique : c'est pourquoi j'y ai consacré mon existence »

En entendant parler ainsi M. Chevé, nous nous rappelions ces mots du poète :

« Les cœurs sont bien prêts de s'entendre quand les voix ont fraternisé. »

Il nous serait difficile de raconter avec quelle attention soutenue le professeur a été écouté et compris; nous ne pourrions dépeindre l'enthousiasme de *douze cents* auditeurs qui par de chaleureux applaudissements témoignaient leur sympathie et leur reconnaissance. De telles impressions se ressentent mais ne s'expriment pas.

La manière d'enseigner de M. Chevé a cela de particulier qu'elle n'est ni prétentieuse ni dogmatique; c'est une simple et bonne causerie entre le professeur et les élèves; et pour ces derniers les réponses sont faites, car les questions qu'on leur adresse peuvent être immédiatement résolues par toutes les intelligences. Un autre avantage de cette nouvelle méthode, c'est qu'elle est essentiellement pratique, et que la théorie se trouvant intimement liée aux exercices, elle passe pour ainsi dire inaperçue.

En terminant cette première leçon, M. Chevé a pris l'engagement solennel de fonder en peu de temps *l'Orphéon mensuel* du 11<sup>e</sup> arrondissement.

Nous ne cesserons de le répéter, et le cours dont nous rendons compte en est une preuve : instruire le peuple est une chose importante et facile. Que tous les hommes éclairés le comprennent et s'y dévouent; ils auront irrévocablement comblé l'abîme creusé par des luttes violentes et infructueuses.

#### COURS PUBLICS ET GRATUITS EN FAVEUR DES OUVRIERS.

*Cours professés à l'amphithéâtre de l'Ecole de Médecine.*

**Lundi :** 7 h. du s., géographie, M. Bugnon.  
8 idem., instr. civique, M. Ortolan.  
**Mardi :** 7 idem., chimie appliq., M. Rousseau.  
8 idem., physiologie, M. Guérard.  
**Mercredi :** 7 idem., physique, M. Desains.  
8 idem., histoire de France, M. Aubert.  
**Jeudi :** 7 idem., hist. naturelle, M. Duchartre.  
8 idem., chimie élem., M. Moyencourt.  
**Vendredi :** 7 idem., arithmétique, M. Desplats.  
8 idem., éléments d'écon. indust. et ses applicat., M. Buchère.  
**Samedi :** 7 idem., hygiène, M. Vigla.

*Cours professé à l'Ecole communale de la rue Madame.*

**Lundi et Vendredi :** 7 h. du s., gramm. franç., M. Radiguel.  
8 idem., lecture, M. Huguet.  
**Mardi :** 7 idem., langue et littérature française, M. Genouille.  
8 idem., mathémat. app., M. Lalanne.  
**Mercredi :** 7 idem., dessin linéaire, M. Le Béal.  
**et Samedi :** 8 idem., écrit. et ten. de liv., M. Bray.  
**Jeudi :** 7 idem., géom. et ses applic. à l'arpent. et au nivellem., M. Dauriac.  
8 idem., géom. app. aux arts, M. Moitié.

*Cours de musique vocale et d'harmonie à l'amphithéâtre de l'Ecole de Médecine.*

**Mardi, mercredi et vendredi,** à 9 heures du soir, M. Emile Chevé.

*Plus de Conscription*, par A. Bureau. 10 cent., aux bureaux de la *Démocratie pacifique*.

*De l'origine des initiations égyptiennes, de la franc-maçonnerie et du compagnonnage.*

Depuis trop longtemps la lutte et la guerre divisent les ouvriers des différents *devoirs* du *compagnonnage*. L'auteur a compris que le fanatisme et l'ignorance pouvaient seuls perpétuer de semblables fautes. Il s'est donc proposé de démontrer à tous ses frères les travailleurs que tous les *devoirs* du *compagnonnage* ont une même origine et que le *compagnonnage* a pour but l'Unité, pour tendance la Fraternité.

1 fort vol. in-18, grand raisin, de plus de 300 pages, par Feurger, ouvrier. Prix : 2 fr. pour les souscripteurs.

On souscrit à Paris chez Carilian-Gœury et Delmont, libraires, 39, quai des Augustins.

La 4<sup>e</sup> livraison de l'Histoire des Ecoles et des Etudiants, par A. Watrison, vient de paraître, 85, rue de l'Ecole de Médecine.

L'un des propriétaires, LÉOPOLD GRAFFIN.

imprimerie POUSSIERE, rue du Croissant, 12.